

Selon des données de l'ONU, en Afrique en effet, 80% des petits exploitants agricoles sont des femmes. C'est sur elles que repose la sécurité alimentaire de millions de personnes, or « l'agriculture est l'un des secteurs le plus durement touché par le changement climatique », souligne le quotidien britannique [The Guardian](#). « On parle beaucoup de l'aide à apporter aux femmes dans les petites communautés rurales, mais dans la réalité peu d'actions sont réellement menées », explique Ange Bukasa responsable en république démocratique du Congo (RDC) de Chezange Connect, un organisme d'aide aux investissements. Bukasa a, à ce titre, participé au [Forum de partenariat des fonds d'investissement climatique 2011](#) (CIF) qui s'est tenu au Cap en Afrique du Sud les 24 et 25 juin dernier. Le CIF(ou FIC en français) est un programme lancé en 2008 par la Banque mondiale qui permet aux pays à faible revenu de s'adapter au changement climatique en développant les énergies renouvelables. Depuis sa création, il a alloué 6,5 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) à des projets liés au changement climatique.

Au cours du Forum, l'accent a été mis sur les inégalités entre hommes et femmes en ce domaine. 70% des fonds sont en effet alloués à des projets technologiques de grande ampleur qui dépendent des hommes. 30% seulement de l'argent est affecté aux petits projets des communautés rurales, ce qui est insuffisant pour permettre aux femmes d'améliorer leurs conditions de travail et de vie. Il a été en outre reconnu que les femmes ne sont jamais consultées et ne savent pas vraiment ce que changement climatique signifie. Elles n'ont donc pas les moyens de s'y adapter. « L'argent devrait aller à des projets de développement de l'énergie solaire, à l'amélioration des systèmes de chauffage et de cuisson ainsi qu'à l'irrigation fonctionnant au soleil », a demandé Mafalda Duarte, coordinatrice pour le Climat à la [Banque africaine de développement](#) (BAD).

[Florah Mmerekhi](#), responsable d'un magazine sur l'environnement et déléguée du Botswana à la réunion du Cap, a déploré quant à elle que les femmes ne soient pas concernées par les améliorations technologiques. « Ce sont elles qui travaillent dans les champs mais ce sont leurs maris qui gèrent les budgets », a-t-elle précisé. Or, l'amélioration des conditions de travail des femmes n'est pas la priorité de ces derniers.